

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

LILLE, le 6 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DSV SOLUTIONS

ZAC de Belle Assise
60480 OURSEL MAISON

Références : IC-R/0347/22-AC/SA
Code AIOT : 0003802004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement DSV SOLUTIONS implanté ZAC de Belle Assise 60480 OURSEL MAISON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSV SOLUTIONS
- ZAC de Belle Assise 60480 OURSEL MAISON
- Code AIOT : 0003802004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société DSV SOLUTIONS est autorisée par arrêté préfectoral du 17 juin 2020 à exploiter un entrepôt logistique classé au régime de l'autorisation et SEVESO seuil bas sur la commune d'Oursel-Maison. Cet entrepôt est constitué de deux cellules, dont l'une peut stocker des produits toxiques, dangereux pour l'environnement et des liquides inflammables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- éléments constructifs et comportement au feu du bâtiment;
- moyens de lutte contre l'incendie;
- dispositifs de rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|---|--|---|-----------------------|
| 1 | PC n°1: Dispositif de confinement | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.4.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 2 | PC n°2: Consignes des dispositifs de rétention | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.4.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 3 | PC n°3: Résistance des bâches des dispositifs de rétention | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.4.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 4 | PC n°4: Désenfumage | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 5 | PC n°5: Caractéristiques des dispositifs de désenfumage | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 6 | PC n°6: Déclenchement du système de désenfumage | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 7 | PC n°7: Dispositions générales des moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 8 | PC n°8: Réserves d'eau incendie et moyens de pompage d'eau incendie | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 11 | PC n°11: Extinction mousse | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.5 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 12 | PC n°12: Dispositif de détection automatique d'incendie | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.6 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|---|--|---|-----------------------|
| 12 | PC n°13: Maintenance du dispositif de détection automatique d'incendie | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.6 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 13 | PC n°14: Dispositif d'extinction automatique d'incendie | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.7 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 14 | PC n°15: Dimension des cellules et produits stockés | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 9.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 16 | PC n°17: Comportement au feu | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 9.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------|---|--|-------------------|
| 9 | PC n°9: Réseau d'eau incendie | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.3 | / | Observation |
| 10 | PC n°10: Extincteurs | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.4 | / | Sans objet |
| 15 | PC n°16: Modalités de stockage | Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 9.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bâtiment semble bien réalisé, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'ensemble des normes et caractéristiques constructives des éléments qui le constitue. Il est donc proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure la société d'apporter ces justificatifs.

Concernant les dispositifs de protection contre l'incendie et de rétention, l'inspection a permis de constater leur présence sur site. Des éléments sont néanmoins également demandés afin de confirmer leur conformité et leur efficacité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC n°1: Dispositif de confinement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes à l'installation.</p> <p>Les réseaux de collecte des eaux pluviales sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Ces dispositifs d'obturation sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire puis convergent vers deux bassins de rétention d'un volume de confinement minimal d'une disponibilité permanente de 2 553 m³ répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• un bassin de rétention d'un volume minimal de 426 m³ dédié à la rétention déportée des sous-cellules « chimie fine » et « chimie technique » ;• un bassin de rétention d'un volume minimal de 2 127 m³ dédié à la rétention la cellule n°2 et à la sous-cellule « produits inflammables ». <p>Ces bassins de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none">• sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers ;• sont implantés à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150), dont l'emplacement est défini dans l'étude de dangers au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir ;• sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;• sont pourvus d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes. <p>Le bassin de rétention dédié à la cellule « produits inflammables » est conçu et entretenu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ces dispositifs de confinement. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p> <p>Constats : Il a été constaté lors de la visite du site la présence de deux bassins de rétention équipés de bâches. Ces bassins sont équipés de vannes automatiques et manuelles permettant le confinement des eaux en cas de pollution ou d'incendie.</p> <p>Non-conformité n°1: l'exploitant n'a pas pu justifier du volume de ces deux bassins.</p> <p>Ces bassins ne sont pas situés dans les zones d'effet de plus de 5 kW/m².</p> |

| |
|--|
| Un poteau incendie interne au site à moins de 100 mètres des bassins de rétention. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : PC n°2: Consignes des dispositifs de rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes à l'installation.</p> <p>Les réseaux de collecte des eaux pluviales sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Ces dispositifs d'obturation sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> |
| Constats : Non-conformité n°2: l'exploitant ne dispose pas de consigne d'entretien et de mise en fonctionnement des dispositifs d'obturation des réseaux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : PC n°3: Résistance des bâches des dispositifs de rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes à l'installation. Les réseaux de collecte des eaux pluviales sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Ces bassins de rétention : <ul style="list-style-type: none">• sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;• sont pourvus d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes. Le bassin de rétention dédié à la cellule « produits inflammables » est conçu et entretenu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Constats : Non-conformité n°3: l'exploitant n'a pas pu justifier des caractéristiques des bâches disposées au niveau des bassins de rétention. Pour rappel, ces bâches doivent: <ul style="list-style-type: none">- être en matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;- présenter des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes à un revêtement en béton ;- résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis pour le bassin de rétention dédié à la cellule « produits inflammables ». |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : PC n°4: Désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m ² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. |

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Constats : La visite du site a permis de constater la présence de désenfumage sur le bâtiment. Ce système est déclenché par des commandes réparties par cantons dans le bâtiment, et relié au système de sécurité interne du bâtiment.

Il a été constaté que la distance de 0.5 mètre minimum entre le bas de l'écran du canton et le point haut du stockage est respectée.

Il a également été constaté la présence d'amenées d'air.

Non-conformité n°4: l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'équilibrage du système de désenfumage conformément aux surfaces et dimensions prescrites. Les points suivants doivent

| |
|---|
| <p>être justifiés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres ; - écrans de cantonnement d'une hauteur minimale de 1 mètre ; - surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local ; - DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² pour 250 m² de superficie projetée de toiture non-implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage ; - amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : PC n°5: Caractéristiques des dispositifs de désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; • fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; • la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; • classe de température ambiante T(00) ; • classe d'exposition à la chaleur B300. |
| <p>Constats : Non-conformité n°5: l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des caractéristiques du désenfumage installé. Pour rappel, celui-ci doit répondre aux caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure ; - les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003 ; - les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées |

| |
|--|
| conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008 ; - les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes : • système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; • fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; • la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m ²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m ²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; • classe de température ambiante T(00) ; • classe d'exposition à la chaleur B300. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 6 : PC n°6: Déclenchement du système de désenfumage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. |
| Constats : Non-conformité n°6: le déclenchement du désenfumage est relié au système de sécurité interne du bâtiment, sur lequel est également relié l'extinction automatique d'incendie. L'exploitant justifiera que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : PC n°7: Dispositions générales des moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le site est doté de moyens, fixes et mobiles, de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur ainsi que : • d'un système d'alarme interne ; • d'un moyen dédié permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ; • d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être |

inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produits absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau.

L'exploitant dispose des moyens de secours adaptés (en termes de nature, d'organisation et de moyens), conformes à son étude de dangers, en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.

Pour les produits susceptibles d'évaporation (toxiques, inflammables) et pour ceux présentant un risque pour le milieu naturel (pollution des sols et des eaux), l'exploitant doit s'assurer du dimensionnement, de la fiabilité et de la disponibilité des moyens dont il dispose pour collecter ou neutraliser un éventuel épandage sur son site d'un liquide dangereux afin respectivement d'en maîtriser l'évaporation ou d'éviter une contamination du milieu naturel.

Les installations fixes de protection et de lutte contre l'incendie sont définies et conformes à l'étude de dangers. Toute modification de ces moyens fait l'objet d'un dossier de justification du maintien du niveau de performance et d'efficacité qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.1. Localisation des risques:

L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :

- soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;
- soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.

Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie sont développés dans la suite du présent rapport.

Le site dispose d'un système de sécurité interne mis en place par la société SIEMENS, relié à une alarme interne.

Concernant les moyens d'alerte, le site n'est pas doté de borne TALIA, mais les secours peuvent être contactés par téléphone.

Un plan d'intervention est présent à l'entrée du site et présente les moyens de lutte contre l'incendie, les issues de secours, vannes et autres informations nécessaires en cas d'incident sur le site. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de présenter le plan des risques demandé à l'article 8.1.1 de son arrêté préfectoral.

| |
|--|
| Non-conformité n°7: le plan des risques demandé à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n'a pas été présenté. |
| L'exploitant a mis en place dans les cellules de l'entrepôt des réserves d'absorbant en sacs de 25 kg, présentés dans des réserves étiquetées à cet effet. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : PC n°8: Réserves d'eau incendie et moyens de pompage d'eau incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le site dispose d'une réserve d'eau d'une capacité minimale de 480 m³. Cette réserve doit faire l'objet d'un dossier d'aménagement et d'une réception auprès du SDIS 60. |
| Constats : Le site dispose d'une réserve d'eau de la Société Française des Réservoirs d'une capacité de 485 m3 disposée à côté de la cuve et du local sprinkler. Non-conformité n°8: l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le procès verbal de réception de la réserve incendie devant être réalisé par le SDIS. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 9 : PC n°9: Réseau d'eau incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le réseau fixe d'eau incendie du site comprend : <ul style="list-style-type: none"> • 5 appareils d'incendie normalisés incongelables (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Ces appareils sont en mesure de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cet appareil. La pression dynamique minimale des appareils d'incendie ne doit pas être supérieure à 6 bar. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ils sont implantés en bordure de voie accessible aux engins des services d'incendie et de secours ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci ; Quatre poteaux incendie sont installés en réseau maillé et alimentés par la réserve spécifique de 480 m³ visée à l'article 8.6.3.2. du présent arrêté. L'alimentation du 5ème poteau incendie est assurée par le réseau d'eau de ville de la ZAC. L'exploitant fait réceptionner les poteaux incendie privés par le SDIS en s'assurant d'obtenir un débit de 240 m³/h avant mise en service des installations. <ul style="list-style-type: none"> • un dispositif d'extinction automatique adapté aux produits stockés et au mode d'entreposage ; • des robinets d'incendie armés répartis dans les bâtiments de stockage et situés à proximité des |

| |
|--|
| <p>issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le réseau incendie est maintenu hors gel. L'exploitant veille en particulier à vidanger les parties aériennes après chaque utilisation en portant une attention particulière aux points bas.</p> <p>Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état.</p> <p>Le réseau d'eau incendie protégeant les installations est bouclé et sectionnable, pour que toute section affectée par une rupture soit isolée, et ne comporte pas de bras mort.</p> <p>Le réseau d'eau est équipé de raccords normalisés permettant son alimentation par des moyens mobiles tels que des moto-pompes.</p> |
| <p>Constats : Le site dispose de 5 poteaux incendie, dont quatre sont alimentés par la réserve d'eau contrôlée supra, et le dernier par le réseau d'eau de la ZAC. Ces poteaux sont de DN 100 et disposés autour de l'entrepôt.</p> <p>Les quatre poteaux internes ont été réceptionnés et testés par le SDIS le 29 octobre 2021. Le poteau relié au réseau de la ZAC n'a quant à lui pas fait l'objet de test pour le moment (observation).</p> <p>Le site dispose également d'un dispositif d'extinction automatique dont le détail sera évoqué lors du contrôle de l'article 8.6.3.6 plus bas.</p> <p>Il a également pu être constaté la présence de RIA et PIA en fonction des produits stockés. L'exploitant a présenté le procès verbal de réception de ces équipements, et des essais ont été réalisés par la société AAI le 30 juin 2021. L'exploitant a également indiqué que la première maintenance des équipements était en cours le jour de l'inspection.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant fera contrôler le débit du poteau incendie relié au réseau de la ZAC dans les meilleurs délais.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 10 : PC n°10: Extincteurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des extincteurs de type et de capacité appropriés sont installés, à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique. Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont conformes aux normes NF en ce qui concerne les classes de feu et les performances des agents extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs) numérotés, visibles et accessibles en toute circonstance. La distance à parcourir à partir de n'importe quel point pour atteindre un appareil n'excède pas 15 mètres. Ils sont vérifiés régulièrement, et au minimum une fois par an, et maintenus en état de fonctionnement en permanence. |
| Constats : Il a été constaté la présence dans l'entrepôt d'extincteurs répartis dans les différentes cellules. L'exploitant a indiqué que la première maintenance des extincteurs était en cours le jour de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : PC n°11: Extinction mousse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'établissement dispose sur le site en permanence d'une réserve mobile de 3 m ³ d'émulleur de classe 1A selon la norme NF EN 1568-4 en état de fonctionnement et à disposition des services d'incendie et de secours. |
| Constats : Une cuve d'émulleur type IBC est présente dans le local sprinkleur, cependant cette cuve ne fait qu'un mètre cube. Non-conformité n°9: l'exploitant ne dispose pas d'une réserve d'émulleur de 3 m ³ , et n'est pas en mesure de justifier de la classe et de la norme de l'émulleur. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 12 : PC n°12: Dispositif de détection automatique d'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Les plans des différentes zones de détection de l'établissement ainsi que celles de désenfumage sont affichées près de la centrale de détection incendie.</p> <p>La détection est assurée par des détecteurs linéaires, indépendants du système d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>L'exploitant inclut dans le dossier prévu au chapitre 2.6 les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Il est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Le site dispose d'un système de détection automatique relié au système de sécurité interne du site, qui une fois déclenché met en route l'alarme interne et ferme les portes incendie du site. Le système de sécurité interne prévoit une transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant, et une télé-transmission vers la société Securitas hors période de travail (8h-18h). Au niveau de ce système se trouve un plan du désenfumage.</p> <p>Un procès verbal de réception de la société SIEMENS a été présenté concernant ce dispositif, mais l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer, au jour de l'inspection, si la détection automatique était réalisée par détection linéaire ou par aspiration permanente.</p> <p>Non-conformité n°11: l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le type de dispositif de détection automatique d'incendie mis en place sur le site.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 12 : PC n°13: Maintenance du dispositif de détection automatique d'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le site dispose d'un système de détection automatique relié au système de sécurité interne du site, qui une fois déclenché met en route l'alarme interne et ferme les portes incendie du site. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant d'une maintenance et de tests de ce dispositif. Non-conformité n°10: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'une maintenance semestrielle accompagnée de tests est réalisée sur le dispositif de détection automatique d'incendie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 8.6.3.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif d'extinction automatique adapté aux produits stockés et au mode d'entreposage. Ce dispositif comprend un système automatique à eau de type ESFR dans la cellule 2 et de type spray AFFF dans la cellule 1. Le dispositif est mis en œuvre par deux groupes de pompage et deux sources d'énergie distinctes.</p> <p>Ce système comprend un réservoir d'eau pompable en toute circonstance d'une capacité utile de 850 m³ équipé d'un raccord pompiers DN 100, ainsi que d'un groupe motopompe gasoil. Les cellules de stockage de produits dangereux sont équipées d'un système spécifique type générateur de mousse alimenté en eau par cette même réserve et en émulseur par une cuve de 4,2 m³.</p> <p>La quantité et la nature des agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant. Cette réserve est constituée de façon à permettre son emploi et à éviter notamment les manutentions de récipients en cas de sinistre. Ce produit est périodiquement renouvelé.</p> <p>Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Constats : Il a été constaté lors de l'inspection la présence d'un système de sprinklage dans les installations. Ces dispositifs sont actionnés par un groupe motopompe au fioul qui peut être secouru par un système de deux batteries aidant le démarrage en cas de coupure d'électricité.</p> <p>Ce système d'extinction automatique est relié à une cuve de 1075 m³ permettant l'alimentation du dispositif. Une cuve d'émulseur de 7 m³ est également présente dans le local sprinklage.</p> <p>L'exploitant a présenté le procès verbal de réception de la société AAI daté du 15 juin 2021. Ce rapport ne mentionne cependant pas s'il est "avec ou sans réserves", les cases ne sont pas cochées.</p> <p>Non-conformité n°12: le procès verbal de réception du système d'extinction automatique d'incendie ne permet pas d'assurer la bonne installation et le bon fonctionnement du dispositif.</p> <p>L'exploitant a également présenté le R1 et le Q1 du système de sprinklage réalisé par la même société respectivement le 30 juin 2021 et le 2 mai 2022. Le rapport R1 est accompagné d'une attestation de conformité.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué que le N1 est en cours de réalisation par le CNPP suite au R1.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 9.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Conditions particulières applicables |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : La surface des cellules de stockage est de 5 994 m².</p> <p>La cellule de stockage n°1 est à simple rez-de-chaussée et permet le stockage de produits dangereux.</p> <p>Elle est divisée en trois sous-cellules :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous-cellule « Produits Inflammables » d'une surface de 880 m² ; • sous-cellule « Chimie Fine » d'une surface de 1 962 m² ; • sous-cellule « Chimie Technique » d'une surface de 1 742 m². <p>La cellule de stockage n°2 permet le stockage de produits non-dangereux et comporte une mezzanine d'une surface maximale de 1 408 m² surmontant la zone de réception/préparation. Le plancher de la mezzanine est EI 120, et situé à la côte de 6 m par rapport à la dalle de l'entrepôt sur une structure porteuse R 120.</p> <p>Constats : Les produits stockés dans l'entrepôt sont les mêmes que dans l'ancien site de Beauvais, regroupant de la chimie fine et technique pour un unique client. Au vu de la surface de stockage supplémentaire sur ce site, l'exploitant dispose d'un nouveau client dont les produits stockés sont du petit électroménager.</p> <p>L'entrepôt est bien constitué d'une cellule 1 divisée en 3 sous-cellules permettant le stockage des produits dangereux classés en rubrique 4000 (chimie fine et technique), dont une sous-cellule est dédiée aux liquides inflammables.</p> <p>Dans la cellule 2 sont stockés les produits non dangereux de la partie chimie fine, et le petit électroménager.</p> <p>Des justificatifs concernant les surfaces des cellules, ainsi que la hauteur, la surface et les caractéristiques de la mezzanine ont été demandés à l'exploitant. Ces justificatifs n'ont pu être présentés lors de l'inspection.</p> <p>Non-conformité n°13: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des surfaces des cellules et de la mezzanine, ni de la hauteur et des caractéristiques de celle-ci.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 15 : PC n°16: Modalités de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 9.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Conditions particulières applicables |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires (procédures, modes opératoires, formation du personnel...) pour ne pas stocker, sur l'ensemble du site, de produits chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre eux de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie. Les moyens de prévention et de protection d'éventuels sinistres sont adaptés avec la destination des cellules et des zones de quai concernées. Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Les produits sont stockés sur racks sur 5 niveaux au maximum et une hauteur de stockage de 10 mètres maximum. Les hauteurs maximales de stockage sont portées à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage pour les produits liquides toxiques pour l'homme (rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, 4150 et 4726), dangereux pour l'environnement aquatique (rubriques 4510, 4511 et 4726), et inflammables (rubriques 1436, 4330 et 4331). Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois des cellules. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettiers. Constats : Le stockage à l'intérieur de l'installation est disposé sur 5 racks, à plus d'un mètre du système d'extinction automatique et de la toiture, et d'un mètre des murs. Les produits sont placés dans l'entrepôt à l'aide d'un logiciel de stockage permettant le paramétrage en fonction des caractéristiques de la palette. C'est grâce à ce système et à une vérification humaine par étiquetage que les produits dangereux liquides sont disposés à moins de 5 mètres de hauteur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 16 : PC n°17: Comportement au feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2020, article 9.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Conditions particulières applicables |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent les dispositions suivantes (voir plan en annexe 3) ; <ul style="list-style-type: none">• les parois extérieures sont REI 120, hormis la paroi ouest ;• les parois qui séparent les cellules et sous-cellules de stockage sont REI 120. Le degré de résistance |

au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;

- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;
- les parois séparatives entre la cellule 1 et 2, ainsi que celles séparant la cellule « Produits Inflammables » des autres sous-cellules dépassent d'au moins 1 mètre de la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Sur la façade ouest du bâtiment, le mur REI 120 séparant les deux cellules est prolongé latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,5 mètre de part et d'autre.

Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl).

L'ensemble de la structure est a minima R 60.

Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

À l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus...

Constats : Il a été constaté lors de l'inspection la présence en toiture de l'extension d'un mètre du mur séparatif entre les cellules 1 et 2, ainsi qu'une bande de protection de 5 mètres des deux côtés de cette extension. Les mêmes dispositions ont été effectuées sur les murs séparant la sous-cellule de liquides inflammables du reste du bâtiment. Il n'a cependant pas été constaté la présence sur la façade ouest du bâtiment d'un prolongement latéral du mur REI 120 séparant les deux cellules aux murs extérieurs sur une largeur de 0,5 mètre de part et d'autre.

En intérieur, il a été constaté par sondage la présence de dispositifs de fermeture automatique en

cas d'incendie.

Des panneaux sont disposés en extérieur pour indiquer la localisation du mur entre les deux cellules.

L'ensemble des justificatifs permettant le contrôle de la conformité des dispositifs et installations du site par rapport aux prescriptions de cet article n'ont pas pu être présentés lors de l'inspection par l'exploitant.

Non-conformité n°14: l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs attestant du respect des prescriptions de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois